



Paris, le 18 janvier 2012

COMMUNIQUE DE PRESSE DE JEAN-PIERRE BRARD DEPUTE DE LA SEINE-SAINT-DENIS SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION DES FINANCES

L'hypocrisie atteint des sommets !

Le « sommet pour l'emploi » que Nicolas Sarkozy avait annoncé en grande pompe le 31 décembre dernier a tourné court. Toutes les organisations de salariés s'accordent sur le fait que les mesures avancées par le Président « *n'auront pas d'impact véritable sur l'emploi* ». Les vrais sujets, ceux qui touchent les Français, comme l'augmentation des salaires, l'interdiction du travail précaire ou la taxation des revenus du capital n'ont absolument pas été mis sur la table par le gouvernement.

Ce sommet relève donc d'une posture et d'une stratégie purement électorales de la part de la majorité de droite. Après cinq ans de politique anti-sociale menée par Nicolas Sarkozy, les Français ne sont pas dupes de ce simulacre de dialogue. Les dés étaient pipés d'avance. Ils savent que la majorité UMP mène une politique de classe en faveur des privilégiés et au détriment des travailleurs.

Seule madame Parisot, la patronne des patrons, se félicite. Elle a de quoi! Une grande partie du programme du MEDEF est repris: La TVA, cyniquement appelée « sociale » par le patronat et l'UMP, et qui entrainera une nouvelle baisse du pouvoir d'achat, est actée depuis des semaines par le président malgré le refus catégorique des organisations de salariés et la généralisation du chômage partiel, même pour les entreprises générant des bénéfices, est entérinée.

La mobilisation de tous est plus que jamais nécessaire pour contrer les mesures socialement et fiscalement dangereuses que le gouvernement veut imposer en force à la France du travail à 100 jours des élections présidentielles.